

**Union européenne - Conseil affaires  
étrangères - Aide pour le commerce  
: le Conseil adopte des conclusions  
sur le thème «Parvenir à la  
prospérité par le commerce et les  
investissements» - Communiqué de  
presse du Conseil de l'Union  
européenne**

(Bruxelles, 11 décembre 2017)

Le 11 décembre, les ministres chargés du développement ont examiné et adopté des conclusions sur la stratégie actualisée en faveur de l'aide pour le commerce, que la Commission avait présentée dans sa communication de novembre 2017 intitulée «Parvenir à la prospérité par le commerce et les investissements - Mise à jour de la stratégie conjointe de l'UE de 2007 en faveur de l'aide pour le commerce».

Ces conclusions rendent compte de la position du Conseil sur la stratégie actualisée de l'UE en faveur de l'aide pour le commerce, qui vise à améliorer l'intégration des pays en développement dans le système commercial international et à permettre au commerce et aux investissements de contribuer à réduire la pauvreté.

La stratégie initiale en faveur de l'aide pour le commerce a été adoptée en octobre 2007 en réponse à l'initiative du même nom menée par l'OMC. L'actualisation de la stratégie s'inscrit dans le cadre des priorités stratégiques du programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies, adopté en septembre 2015, et du consensus européen pour le développement approuvé par l'UE et ses États membres en juin 2017, et tient compte de ces priorités. La révision de la stratégie a pour principaux objectifs de renforcer la complémentarité entre les politiques commerciales et les politiques de développement et d'accroître l'efficacité de la stratégie, en augmentant les dotations en faveur des pays les moins développés, des pays en situation de fragilité et des pays touchés par un conflit.

En particulier, la stratégie actualisée vise à renforcer les synergies entre les différents instruments de financement du développement que l'UE et ses États membres utilisent pour promouvoir l'aide pour le commerce et à accroître l'incidence des programmes d'aide pour le commerce, grâce à une coopération renforcée avec le secteur privé, la société civile et les autorités locales. La stratégie vise également à faire en sorte que l'intensification des échanges commerciaux bénéficie à l'ensemble de la société, y compris aux femmes.

L'aide de l'UE pour le commerce vient compléter d'autres mesures de politique commerciale en faveur des pays en développement, et notamment le système de préférences généralisées de l'UE (SPG, SPG+ et «Tout sauf les armes»), qui permet aux pays en développement de payer moins de droits sur leurs exportations à destination de l'UE, voire de ne pas en payer, ainsi que les accords commerciaux bilatéraux conclus avec des partenaires commerciaux. Par exemple,

les accords de partenariat économique (APE) entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) créent des conditions commerciales préférentielles, tout en protégeant les secteurs sensibles de l'économie des pays ACP.

L'aide apportée par l'UE et ses États membres en faveur du commerce et des capacités de production s'élevait à plus de 13 milliards d'euros en 2015, et à près de 100 milliards d'euros sur la période 2008-2015. Cela représente un tiers de l'aide mondiale pour le commerce et fait de l'UE le premier pourvoyeur d'aide au monde. En outre, selon une étude indépendante, menée en 2015, sur les avantages économiques générés par les régimes commerciaux de l'UE mis en place en faveur des pays en développement, la politique commerciale de l'UE avait entraîné une hausse importante des exportations des pays en développement et contribué à leur diversification économique./.